

politiques en matières d'affaires urbaines influent non seulement sur la qualité de la vie de cette très vaste portion de la nation, mais elles touchent en fait à l'ensemble de la communauté. Prenons par exemple la politique d'utilisation des terres. Quelle surface de précieuses terres agricoles va-t-il encore falloir recouvrir de macadam? Ces politiques ont des répercussions sur les modes de transports, la consommation d'énergie, l'environnement physique et affectif, notre sentiment de réalisation, nos possibilités de loisirs et même les modes de vie qui nous sont offerts.

La vie dans nos communautés urbaines a évolué radicalement depuis le début des années 50 avec l'afflux de nouveautés techniques et scientifiques. Et pourtant, 20 ans après, nous en sommes encore à tâtonner pour ce qui est de l'ajustement au nouvel environnement créé par ces modifications. Nous trouvons concentrés dans nos villes les meilleurs et les pires résultats de cette évolution. Nos villes ont évolué considérablement en matière d'aspect, de caractère, de qualité de la vie, d'apparence physique, et surtout en volume. Je veux parler non seulement du volume exprimé en nombre d'habitants des villes, qui reflète à la fois la croissance de la population et l'essentiel de l'exode rural, mais aussi de la croissance spatiale, car les immenses villes tentaculaires sont une caractéristique des années 70.

Il en est résulté un tout nouveau mode de vie, des modifications de la structure sociale et de l'armature régionale de notre société, des modifications de la structure verticale et horizontale de notre grand pays. Pourtant, les politiques et les lois de notre gouvernement n'ont pas encore reconnu cette évolution fondamentale. La loi nationale sur l'habitation demeure un reflet des besoins des années 40 et 50. Les années 1970 exigent incontestablement une approche entièrement différente et qui reflète la nouvelle structure sociale et la disparité régionale du Canada.

La poussée technique et scientifique des années 50 et 60 a eu le grand mérite de nous donner une ressource beaucoup précieuse que les capitaux au service du développement de notre nation, je veux parler du savoir. Nous avons la technologie. Nous avons l'argent. Il nous manque—et c'est la lacune que l'on peut reprocher à ce gouvernement—l'engagement politique, la volonté politique de s'attaquer à la racine du problème. Le gouvernement s'est contenté jusqu'ici, et, d'après ce bill tout porte à croire qu'il va continuer, de mettre un peu de baume là où cela faisait mal sans vraiment prescrire de remède pour la maladie.

Le gouvernement s'empêtre depuis des années dans des difficultés d'ordre constitutionnel et hésite à assumer ses responsabilités du côté des affaires urbaines. Les affaires municipales relèvent des gouvernements provinciaux, dit-il en haussant les épaules. Mais il n'est pas question de domaines de compétence ici mais d'un sens de direction, de coordination et de directives pour tout le pays. Il est question de logement dans un pays à l'état de transition, de transport et d'immigration, d'un emploi équilibré de nos ressources financières, de la qualité de notre environnement. Il appartient au gouvernement fédéral de mettre au point une formule coordonnée qui tiendrait compte de toutes ces considérations, mais le gouvernement actuel s'est malheureusement bien peu rendu compte de la nécessité croissante de politiques intégrées en vue d'assurer un milieu urbain ordonné.

Pour la première fois dans son histoire, l'humanité est en mesure d'améliorer sensiblement le bien-être de tous

L'habitation

les membres de la société. Nous sommes mieux préparés que jamais à remédier aux problèmes de l'humanité—à assurer un équilibre harmonieux dans la vie de la collectivité. Nous disposons des moyens de production. Mais nous n'avons pas su assurer une répartition équitable de cette production.

L'habitation est la pierre angulaire d'une société stable. Le manque de logements engendre la plupart de nos problèmes sociaux ou aggrave ceux qui existent déjà. L'industrie du bâtiment est essentielle à l'économie du pays. L'instabilité dans ce secteur de notre économie entraîne des répercussions horizontales et verticales dans tout le régime socio-économique. Elle a des résultats subtils et directs sur certains secteurs de l'économie et indirects, sur d'autres. Ces conséquences sont facteurs de chômage, de tension sociale, de difficultés financières et d'inflation. On peut les comparer à une explosion nucléaire, pas toujours visible ou violente, mais dont les retombées s'étendent très loin.

● (1530)

Tous les Canadiens doivent avoir un toit. Le gouvernement utilise effectivement les deniers publics pour aider certaines gens à acquérir un logement. Toutefois, il ne le fait pas dans le cadre d'une politique à la fois complète et ouverte. Cela fait déjà longtemps que nous avons mis l'instruction et la santé à la portée de tous. Alors pourquoi ne pas faire la même chose pour les maisons? Le gouvernement ne devrait-il pas prendre conscience que le logement est un bien tout aussi essentiel que nous devons mettre à la portée de tous les Canadiens? Ou préfère-t-il se contenter de systèmes et de dépenser les deniers publics sans s'occuper de faire de politique, question pourtant fondamentale? C'est ce que nous constatons dans cette loi. Elle ne contient aucune philosophie et partant, aucune stratégie valable.

Dans le domaine du bien-être social, le gouvernement dit qu'il s'efforce de rationaliser un enchevêtrement de programmes, d'unifier les programmes en fonction d'objectifs distincts, mais en même temps il embrouille totalement la question du logement et c'est quelqu'un d'autre qui, un beau jour, devra démêler tout ça. Si nous voulons consacrer les deniers publics à aider les gens à se trouver un toit, commençons par élaborer une politique concrète. Par exemple, le gouvernement pourrait étudier une stratégie consistant en un programme unique tel que l'a exposé le Brooking Institute dans son étude intitulée «Setting National Priorities, the 1974 Budget». Cette étude expose le concept de l'allocation logement. En suivant cette méthode, le gouvernement déciderait quelle partie de son revenu une famille devrait raisonnablement dépenser pour son logement et, alors, dans le cadre d'un programme unique, non pas d'une multiplicité de programmes il aiderait ces familles à combler la différence lorsque le coût de leur maison dépasserait le niveau considéré comme raisonnable. On peut se demander quel effet une mesure de ce genre pourrait avoir sur les prix; la participation fédérale devrait être fonction de la priorité qu'on accordera à l'engagement des fonds publics dans ce domaine. Il appartient toutefois au gouvernement de définir une politique quelconque qui instaure un objectif précis et d'application générale, et qui utilise l'argent des contribuables dans le cadre d'une stratégie concertée et bien étudiée.

Telles sont les principales objections que j'ai à formuler contre le bill. Je ne m'oppose pas par principe à toute mesure propre à atténuer les difficultés d'un groupe quelconque de notre population. Mais ce que l'on fait pour un